

Interview de M. François Hollande, Président de la République, sur les efforts en faveur des agriculteurs français, à Paris le 27 février 2016.

Journaliste : Vous avez entendu cette colère vous vous y attendiez ? Comment est-ce que vous accueillez cela ?

LE PRÉSIDENT : Le salon de l'agriculture cette année, est à la fois une démonstration d'excellence, une démonstration aussi de colère par rapport à des crises. Ce sont les deux et en venant dans le salon, je veux à la fois promouvoir ce que l'agriculture française est capable de faire, c'est la plus grande agriculture européenne et je crois que c'est la plus belle. En même temps, je dois répondre aux angoisses, aux inquiétudes face à des crises qui s'accumulent et qui ne cessent de durer. Cette crise a un nom : c'est la surproduction. Il y a plusieurs années, avant même que je ne devienne Président de la République, on a supprimé les quotas laitiers. On voit la conséquence, des productions très importantes qui déséquilibrent le marché. On a donné beaucoup d'avantages à la grande distribution et on n'a pas mené au plan européen la politique qui convenait.

Le gouvernement a agi ces derniers mois, l'année blanche pour les agriculteurs qui sont les plus en difficulté, l'allègement de charges, la mise en cause d'un certain nombre de normes, la volonté aussi d'étiqueter les produits. Mais on doit faire encore davantage et si je suis venu au salon, ce n'est pas simplement pour consommer des produits, ce n'est pas pour faire un tour, ce n'est pas pour me produire, ce n'est pas pour préparer une échéance. Si je suis venu dans le salon, c'est pour entendre, y compris les cris, qui étaient des cris de douleur, qui étaient des cris de souffrance, qui pouvaient aller au-delà même, mais pour non pas me conduire à agir, pour agir avec l'appui de tous ces agriculteurs, parce qu'au niveau européen, il va falloir dans les prochains jours prendre des décisions sur la régulation des marchés. Que veut dire la régulation des marchés ? Qu'il faut retirer certaines productions, notamment des pays qui ont fait en sorte de produire, jusqu'à déséquilibrer le marché.

On va être amené aussi à avoir des prix d'intervention, notamment pour le lait, et sans doute aussi avoir l'étiquetage qui nous permette pour les produits transformés que nous consommons tous les jours d'avoir la certitude de l'origine France. Alors, il va falloir se battre et moi, je me bats, mais je demande aussi que l'Europe comprenne la solidarité. La solidarité, ne peut pas être toujours dans la même direction. Donc la France demande aujourd'hui non pas la solidarité à l'égard de l'agriculture française et elle demande la solidarité à l'égard de l'agriculture européenne.

Enfin, il y a des pressions qu'il faut exercer ici en France sur la grande distribution. Une loi a été votée il y a quelques années et elle doit être revue. Il n'est pas possible, si dans quelques jours il n'y a pas un accord entre les grands distributeurs et les éleveurs notamment et les producteurs laitiers, de garder cette loi. Elle sera modifiée parce que moi, je ne veux pas que les agriculteurs soient les victimes d'organisations qui font pression pour que les prix soient toujours les plus bas. Et puis il y a aussi les consommateurs. Ils vont venir nombreux ici dans le salon et ils vont, ils ont raison, saluer le travail des agriculteurs. Il faut aussi qu'on achète des produits qui ont été faits en France, qui ont été le produit de l'élevage ou le produit des céréaliers. C'est très important que les consommateurs se mobilisent.

Et enfin, il va être demandé que les collectivités locales, que l'Etat, qui doit toujours montrer

Et enfin, j'avais demandé que les collectivités locales, que l'Etat, qui doit toujours montrer l'exemple, puissent mettre à disposition des cantines, ce qu'on appelle la restauration collective, des produits français. Toutes les solutions ont été offertes, il faut les utiliser et nous pouvons aussi être imaginatifs. Il y a plusieurs agricultures et donc tout ce qui est circuit court, tout ce qui est bio peut être encouragé.

Donc je suis venu au salon parce que je savais que j'allais aussi entendre cette réclamation, cette proclamation. Qu'est-ce que veulent ici les agriculteurs ? C'est avoir un avenir. Ce n'est pas simplement protester par rapport au présent. Ce qu'ils veulent, c'est qu'on puisse leur ouvrir un espoir et moi, mon rôle, c'est d'entendre, c'est de comprendre même si je n'ai pas besoin d'être sur le salon pour connaître un certain nombre de problèmes. Mais c'est aussi d'agir et c'est ce que je continuerai de faire.

Journaliste : Monsieur le président, la démonstration de colère, elle n'est pas simplement le fait des agriculteurs. Il y a une colère dans votre majorité concernant des projets de loi, concernant la gauche, les valeurs.

LE PRESIDENT : Oui mais écoutez, il ne faut pas confondre toutes les colères. Là, il y a une production, il y a des éleveurs qui sont non pas en difficulté, pour certains d'entre eux, ils sont au bord de la disparition. C'est cela qu'il faut comprendre. Donc, moi je pense, qu'il faut aller vers l'essentiel et si les agriculteurs viennent à disparaître, si des exploitations viennent à fermer, c'est à ce moment-là, tout le pays qui aura à en souffrir.

Par ailleurs, il y a des réformes qu'il faut faire. Il y a des équilibres qu'il faut trouver. Il y a un dialogue qu'il faut engager. Mais il faut aussi faire avancer la France. Il faut aussi que nous puissions trouver à chaque fois la souplesse nécessaire pour être compétitif et la sécurité, cela vaut pour les agriculteurs, cela vaut pour les travailleurs. Mon rôle, c'est justement de trouver le bon équilibre et de faire avancer la France, de ne jamais être dans l'idée que le mieux à faire, c'est de ne rien faire.